

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES

DÉCEMBRE 1999

MESSAGES CLÉS

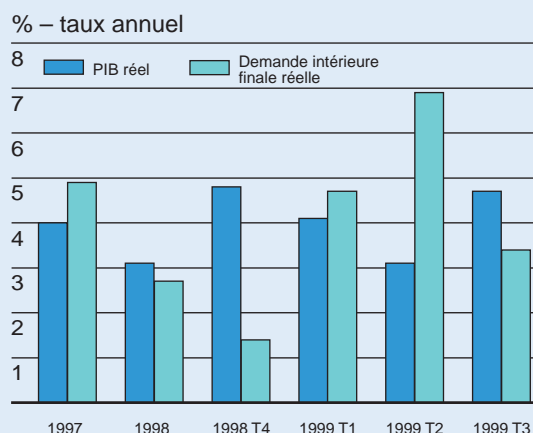
- Au troisième trimestre de 1999, le produit intérieur brut (PIB) réel a enregistré une hausse marquée de 4,7 %, après une progression de 3,1 % au deuxième trimestre. La production a ainsi connu une augmentation de 4,2 % par rapport à son niveau de l'année précédente.
- La croissance de la demande au cours du trimestre a été équilibrée. La demande extérieure beaucoup plus forte a fait grimper les exportations réelles de 15,0 %, ce qui a contribué à l'augmentation de la production canadienne. La demande, tant privée que publique, au chapitre des biens et des services, du logement et de l'investissement a également continué d'augmenter, quoique à un rythme plus lent qu'au cours du deuxième trimestre.
- Même si la hausse des importations a satisfait à une partie de la demande accrue, l'excédent commercial nominal a connu une hausse marquée malgré une légère baisse des termes de l'échange (les prix des exportations ont augmenté dans une moins grande mesure que les prix des importations). Le compte courant s'est grandement amélioré, passant d'un déficit d'environ 7 milliards de dollars au second trimestre à un excédent d'environ 2,6 milliards au troisième trimestre, soit son meilleur niveau et le premier excédent depuis 1996. En proportion du PIB, l'excédent du compte courant était de 0,3 %, ce qui est grandement supérieur au déficit moyen de 1,8% en 1998.
- La productivité du travail au Canada (production par employé) a enregistré un gain impressionnant de 3,2 % au troisième trimestre, le taux de l'emploi ayant augmenté de 1,5 %.
- Grâce à un autre gain d'environ 60 000 emplois au cours du mois de novembre, le nombre d'emplois ce mois-là a dépassé de plus de 310 000 le nombre enregistré à la fin de 1998, les emplois à temps plein représentant plus de la totalité du gain net. Plus de 340 000 emplois nets ont été créés en 12 mois depuis novembre 1998. Le taux de chômage en novembre 1999 se situait à 6,9 %, soit le plus bas niveau depuis août 1981.

RÉSUMÉ¹

Au troisième trimestre de 1999, la performance solide de l'économie canadienne s'est poursuivie. La progression marquée de la production pendant le trimestre est attribuable à l'augmentation de la demande au pays et à l'étranger. La croissance très forte des exportations a fait augmenter le taux de croissance de la production canadienne à un niveau supérieur à celui du trimestre précédent. La demande intérieure finale (dépenses des consommateurs, des entreprises et des administrations publiques en produits,

¹ Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données rapportées dans le présent document sont celles du 3 décembre 1999.

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure finale réelle



services, logements, usines et matériel) a aussi continué d'augmenter (graphique 1). Entre-temps, les tensions de coût et d'inflation demeurent relativement contenues.

Les consommateurs continuent d'acheter

Les dépenses de consommation réelles ont progressé de 4,8 % au troisième trimestre, après des gains de plus de 4 % aux deux trimestres précédents. Les dépenses ont augmenté à un rythme beaucoup plus rapide qu'au deuxième trimestre dans toutes les grandes catégories de biens durables. Les achats de produits de

l'automobile ont rebondi avec vigueur après une baisse au deuxième trimestre. La croissance des dépenses en services est demeurée importante, mais son rythme a néanmoins ralenti environ de moitié par rapport au trimestre précédent.

La croissance du revenu des particuliers a atteint 3,8 % au troisième trimestre, une progression légèrement plus rapide qu'au deuxième trimestre. Le revenu du travail, qui a également enregistré un taux de croissance semblable à celui du trimestre précédent, a augmenté par suite des gains réalisés au chapitre de l'emploi et du salaire moyen par travailleur.

Principaux indicateurs économiques

(variations en pourcentage à taux annuels, sauf indication contraire)

	1997	1998	1999 T1	1999 T2	1999 T3	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	4,0	3,1	4,1	3,1	4,7	-	
PIB hors stocks	3,2	3,6	5,8	-0,3	7,1	-	
Demande intérieure finale	4,9	2,7	4,7	6,9	3,4	-	
Dépenses publiques	-1,0	2,0	0,1	3,0	1,1	-	
Dépenses de consommation	4,2	2,8	4,4	4,3	4,8	-	
Investissements résidentiels	12,6	-1,9	17,3	14,0	2,5	-	
Investissements fixes des entreprises	18,8	5,7	9,8	23,9	1,7	-	
Construction non résidentielle	14,0	0,1	8,0	3,2	8,5	-	
Machines et matériel	22,2	9,5	10,9	37,0	-1,8	-	
Variation des stocks des entreprises ¹	0,7	-0,4	-1,6	3,4	-2,2	-	
Balance commerciale ¹	-1,7	1,0	1,7	-5,8	3,7	-	
Exportations	8,5	8,2	10,1	1,4	15,0	-	
Importations	14,6	5,8	6,1	18,8	5,5	-	
Solde du compte courant							
(balance nominale, MM \$)	-14,3	-16,4	-6,1	-7,0	2,6	-	
(en % du PIB)	-1,6	-1,8	-0,7	-0,7	0,3	-	
Revenu disponible réel des particuliers	1,3	2,4	2,0	1,5	2,5	-	
Bénéfices avant impôts	8,5	-6,0	25,6	18,4	49,6	-	
Coûts et prix (% , rythme annuel)							
Déflateur implicite des prix du PIB	0,8	-0,6	0,3	0,8	2,3	-	
Indice des prix à la consommation	1,6	0,9	0,8	1,6	2,2	2,3	oct. 1999
IPC – hors aliments et énergie	1,6	1,3	1,0	1,5	1,6	1,6	oct. 1999
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1,8	0,9	-0,2	-0,4	0,3	-	
Règlements salariaux (total)	1,4	1,7	1,5	2,4	2,3	3,0	sept. 1999
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	9,2	8,3	7,8	8,0	7,6	6,9	nov. 1999
Croissance de l'emploi	1,9	2,8	3,7	-0,2	1,5	5,0	nov. 1999
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	72,24	67,48	66,17	67,90	67,30	67,49	2 déc. 1999
Taux préférentiel (%)	4,96	6,60	6,75	6,33	6,25	6,50	2 déc. 1999

¹ Variation annualisée exprimée en pourcentage du PIB de la période précédente.

L'impôt sur le revenu des particuliers ayant augmenté moins rapidement qu'au trimestre précédent, et moins vite que le revenu des particuliers, la croissance du revenu disponible réel des particuliers a grimpé à 2,5 %. La forte croissance des dépenses nominales des particuliers ayant toutefois surpassé celle du revenu disponible nominal, le taux d'épargne des particuliers est passé de 0,9 % à 0,3 % du deuxième au troisième trimestre.

Augmentation plus modérée de l'investissement

Les investissements des entreprises dans les usines et le matériel ont progressé de 1,7 % au troisième trimestre, soit un rythme beaucoup plus lent qu'au trimestre précédent. L'investissement dans la construction non résidentielle a augmenté à un rythme sensiblement plus élevé qu'au deuxième trimestre, des gains semblables ayant été réalisés sur le plan des projets d'ingénierie et de la construction d'immeubles. Cependant, l'investissement dans les machines et le matériel a en fait légèrement chuté, après avoir augmenté de 37,0 % au trimestre précédent. Ce net ralentissement est attribuable à la baisse des achats d'aéronefs et à la stabilisation des investissements en matière d'informatique, les entreprises ayant peut-être déjà réglé en grande partie les problèmes possibles liés au passage à l'an 2000.

La croissance de l'investissement résidentiel a aussi ralenti par rapport aux deux trimestres précédents. Même si le total des mises en chantier a été semblable au cours des deuxième et troisième trimestres, le déplacement de la tendance des immeubles à logements multiples aux maisons individuelles, qui crée une activité plus intense par logement moyen, a fait grimper l'activité de construction d'habitations neuves au troisième trimestre. Les coûts de transfert ont aussi connu une progression moins prononcée qu'au deuxième trimestre, mais les rénovations ont baissé, ce qui a largement compensé les gains réalisés au titre des deux autres composantes.

Les exportations grimpent

La demande extérieure de produits canadiens beaucoup plus forte a contribué au bond de 15,0 % des exportations réelles au troisième trimestre. La forte croissance du PIB réel aux États-Unis au troisième trimestre a été un facteur déterminant.

Cette progression a fait grimper les importations aux États-Unis en provenance du Canada, surtout en regard des produits de l'automobile. Les exportations canadiennes d'ordinateurs et de matériel de télécommunication ont également connu une augmentation marquée. En revanche, le total des importations réelles par les Canadiens a enregistré une hausse plus modeste de 5,5 % au troisième trimestre, résultat de ralentissements au chapitre des investissements des entreprises et des importations de machines et de matériel.

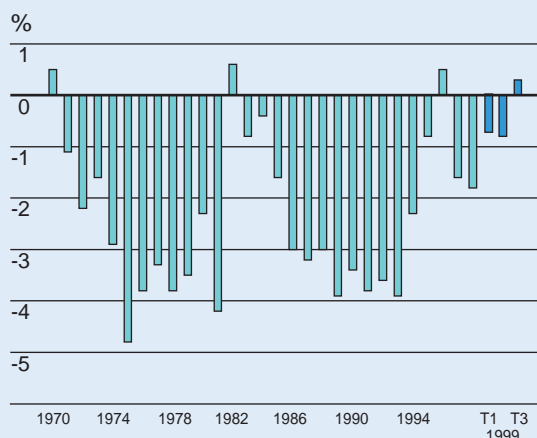
Accumulation réduite des stocks

Les entreprises ont accru leurs stocks de 2,9 milliards de dollars au troisième trimestre, après une accumulation beaucoup plus importante de 7,7 milliards au deuxième trimestre. La demande plus forte ayant stimulé les ventes, le ratio des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a chuté pour atteindre un plancher historique.

Le compte courant devient excédentaire

L'amélioration de la balance commerciale réelle l'a emporté sur la légère détérioration des termes de l'échange, ce qui a donné un excédent commercial nominal nettement supérieur à celui du deuxième trimestre. Cette situation s'est traduite par une amélioration du compte courant, qui est passé d'un déficit de 7 milliards de dollars à un excédent de 2,6 milliards, soit 0,3 % du PIB nominal (graphique 2). Au cours des 30 dernières années, le compte courant a généralement été déficitaire.

Graphique 2
Compte courant en proportion du PIB nominal



L'inflation demeure contenue tandis que les bénéfices grimpent en flèche

Les tensions sous-jacentes de prix et de coûts sont demeurées modérées au troisième trimestre. L'indice implicite des prix du PIB et celui des prix en chaîne dépassaient tous deux sensiblement de plus de 2 % les niveaux de l'an dernier. L'augmentation d'une année sur l'autre des prix à la consommation s'est chiffrée à 2,6 % en septembre, en partie en raison de l'effet temporaire des prix plus élevés de l'énergie. Elle a ensuite été ramenée à 2,3 % en octobre.

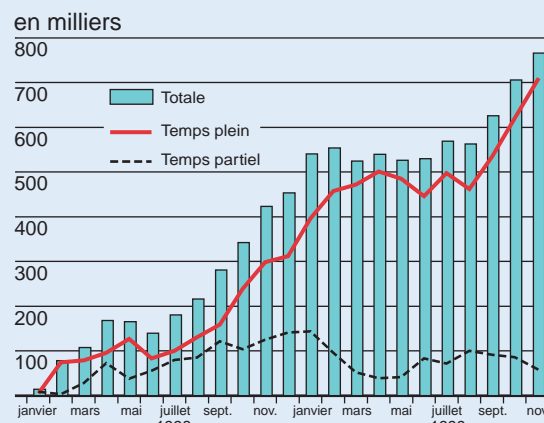
La productivité du travail, correspondant à la production par employé, a de nouveau nettement progressé au troisième trimestre. Les coûts unitaires de production n'ont augmenté que faiblement par rapport au deuxième trimestre, et ils ont été légèrement supérieurs à leur niveau d'il y a un an.

Les bénéfices avant impôts des sociétés ont encore grimpé en flèche, pour s'établir à 49,6 %, la quatrième augmentation consécutive d'au moins 10 %. Les gains réalisés au cours du trimestre ont été répartis entre les secteurs, les progrès les plus notables ayant été enregistrés dans les domaines du gaz et du pétrole, du transport, des télécommunications, des véhicules automobiles et des banques. Les bénéfices sont passés à 10,6 % du PIB nominal et à un niveau dépassant de 25,9 % celui de l'année précédente.

Le taux de chômage est à son plus bas niveau depuis 18 ans

L'emploi a augmenté de 1,5 % au troisième trimestre, après avoir légèrement baissé au deuxième trimestre. Près de 60 000 autres emplois ont été créés en novembre, ce qui représente un gain sur trois mois de plus de 200 000 emplois (graphique 3). Cela signifie une augmentation de plus de 310 000 emplois par rapport à la fin de 1998. Les emplois à temps plein représentent plus de la totalité du gain net. Le taux de chômage en novembre s'est établi à 6,9 %, soit le taux le plus bas depuis août 1981.

Graphique 3
Croissance cumulative de l'emploi depuis décembre 1997



Gains modestes du dollar canadien

Après s'être négocié à environ 65 ¢US au dernier trimestre de 1998, le dollar canadien a repris de la vigueur parallèlement au raffermissement des cours mondiaux des matières premières, atteignant un sommet de près de 69 ¢US au début de mai avant d'être ramené à 67 ¢US. Il a repris quelque peu depuis et a clôturé à 67,49 ¢US le 2 décembre.

Depuis mai, les taux d'intérêt du marché au Canada ont augmenté parallèlement à ceux des États-Unis. Plus récemment, soit le 16 novembre, la Réserve fédérale américaine a haussé le taux des fonds fédéraux, qui sont passés de 5,25 % à 5,50 %; il s'agit d'une troisième ronde de resserrement de la politique monétaire en 1999. Ces mesures visaient à contrer les tensions inflationnistes qui pourraient résulter de l'étroitesse du marché de la main-d'œuvre aux États-Unis, de la vigueur soutenue de la demande intérieure américaine et du raffermissement des économies étrangères.

La Banque du Canada a fait écho à la hausse annoncée en novembre par la Réserve fédérale. Cependant, les taux d'intérêt au Canada, surtout à court terme, sont demeurés généralement inférieurs aux taux en vigueur aux États-Unis.

